

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION

Renouvellement de la mise à disposition de M....., Ingénieur en chef hors classe, auprès de la commune de SISTERON

Entre les soussignés :

ENTRE : LE CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE (CDG), représenté par le Président, dûment habilité par délibération du Conseil d'Administration du 30 novembre 2020;

d'une part,

ET : LA COMMUNE DE SISTERON représentée par son Maire Monsieur Daniel SPAGNOU dûment habilité par délibération en date du __/__/____ ;

ci-après désignée « l'adhérente » ;

d'autre part,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : OBJET

Conformément aux dispositions du code général de la fonction publique et du décret n° 2008-580 du 18/06/2008, le CDG met M....., Ingénieur en chef hors classe, à disposition de la Commune de SISTERON.

Article 2 : NATURE DES FONCTIONS EXERCEES PAR LE FONCTIONNAIRE MIS A DISPOSITION.

M..... est mis à disposition en vue d'exercer l'emploi de directeur des services techniques des villes de 20 000 à 40 000 habitants.

Article 3 : DUREE DE LA MISE A DISPOSITION

M..... est mis à disposition de la commune de SISTERON à compter du 1^{er} février 2024 pour une durée de 1 an.

Article 4 : DUREE HEBDOMADAIRE DE TRAVAIL

- a) La durée hebdomadaire de travail effectuée par M..... auprès de « l'adhérente », et servant de base à la rémunération, est fixée à **trente-cinq heures**. La modification de cette durée hebdomadaire de travail peut être décidée par avenant à la présente convention et délibération des deux assemblées délibérantes. Lorsque la modification de la durée hebdomadaire de travail de la mise à disposition entraîne une modification de la durée hebdomadaire globale de l'emploi détenu par l'intéressé auprès du CDG et que l'agent refuse cette modification, celle-ci est, conformément aux dispositions des articles 18 et 30 du décret n° 91-298 du 20 mars 1991, assimilée à la suppression d'un emploi comportant un temps de service égal

Dans cette situation, il est fait application des articles 97 et 97 bis de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et les conséquences financières du maintien en surnombre durant une année, puis de la prise en charge par le CDG ou le CNFPT, seront à la charge de la collectivité à l'origine de la modification de la durée hebdomadaire de travail.

- b) Les règles d'aménagement du temps de travail sur l'année seront déterminées par l'adhérente dans le respect des 1 607 heures annuelles « L'adhérente » adressera au CDG une fiche détaillant la répartition du temps de travail de l'agent.

Article 5 : AVANCEMENT D'ECHELON

Les avancements d'échelon de M..... seront décidés par le Président du CDG sur proposition de « l'adhérente ».

Article 6 : AVANCEMENT DE GRADE

Dans la mesure où les fonctions afférentes au grade d'avancement sont compatibles avec celles exercées dans la collectivité d'accueil, les avancements de grade de M..... seront décidés par le Président du CDG sur proposition de « l'adhérente ».

Article 7 : CONDITIONS D'EMPLOI DU FONCTIONNAIRE MIS A DISPOSITION

« L'adhérente » prend les décisions relatives aux congés annuels.

Le CDG délivre les autorisations de travail à temps partiel et autorise les congés pour formation professionnelle ou syndicale après accord de « l'adhérente ».

« L'adhérente » prend à sa charge tous les frais occasionnés par ces formations éventuelles.

Article 8 : SUSPENSION

En application de l'article 30 de la loi n° 83-634, M..... peut être immédiatement suspendu par le Président du CDG à la requête de « l'adhérente ».

Article 9 : POUVOIR DISCIPLINAIRE

Le pouvoir disciplinaire est exercé par le Président du CDG saisi par « l'adhérente ».

Article 10 : REMUNERATION DU FONCTIONNAIRE MIS A DISPOSITION

Le CDG verse à M..... la rémunération correspondant à son grade soit :

- le traitement de base ;
- la nouvelle bonification indiciaire et le supplément familial éventuels ;
- les heures supplémentaires ou complémentaires et les indemnités et primes liées au grade et à l'emploi à la demande expresse de la commune de Sisteron.

« L'adhérente » ne verse aucun complément de rémunération à l'intéressé sauf des remboursements de frais s'il y a lieu.

Article 11 : REMBOURSEMENT DE LA REMUNERATION

« L'adhérente » s'engage à rembourser au CDG la totalité de la rémunération et des charges afférentes au grade et à l'emploi de M....., soit :

- le traitement de base ;
- la nouvelle bonification indiciaire et le supplément familial éventuels ;
- les heures supplémentaires ou complémentaires et les indemnités et primes liées au grade et à l'emploi ;
- les cotisations sociales ;
- les cotisations au CNFPT et au Centre de Gestion ;
- les primes d'assurance risques statutaires ;

et tout autre élément afférent à la rémunération de l'intéressée.

De plus, « l'adhérente » s'engage à payer au CDG des frais de gestion administrative s'élevant à 3 % du montant de la rémunération et des charges (cotisations CNFPT, Centre de Gestion et primes d'assurance « risques statutaires » non comprises).

Afin de lui permettre de disposer de la trésorerie nécessaire au paiement de cette rémunération, le CDG émettra un titre de recette correspondant au remboursement du traitement et des charges au plus tard le 15 du mois courant. « L'adhérente » autorise le Payeur départemental du CDG à prélever par procédure de débit d'office, tous les 20 de chaque mois, le traitement et l'ensemble des charges de M..... ainsi que les frais de gestion susvisés.

En cas de modification des éléments de la rémunération, une régularisation sera effectuée lors du remboursement suivant.

Le titre de recettes sera établi sur la base d'un état récapitulatif établi par le CDG à « l'adhérente ».

Le non-respect des dispositions relatives au remboursement de la rémunération par « l'adhérente » entraînera automatiquement la résiliation de la présente convention et il sera fait application des dispositions de l'article 13 alinéa 2

Article 12 : MODALITES DE CONTROLE, D'EVALUATION ET DE NOTATION DES ACTIVITE DU FONCTIONNAIRE MIS A DISPOSITION

« L'adhérente » transmet chaque année un rapport sur l'activité de l'intéressé au CDG assorti d'une proposition de notation.

Le Président du CDG établit la notation sur la base de cette proposition.

Article 13 : ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE ET DOMMAGE A AUTRUI

Tous dommages résultant de l'activité de M..... dans le cadre de sa mise à disposition relève de « l'adhérente » qui s'engage à souscrire une assurance couvrant la responsabilité civile et les dommages causés à autrui pouvant résulter de son activité.

Article 14 : FIN DE LA MISE A DISPOSITION

a) La mise à disposition de M..... peut prendre fin avant le terme fixé à l'article 3 de la présente convention, à la demande :

✓ du CDG ;

✓ de « l'adhérente » ;

en respectant un délai de préavis de 6 mois.

b) Si, au terme de la mise à disposition demandée par « l'adhérente », l'intéressée ne peut être réaffectée dans des fonctions correspondant à son grade :

✓ auprès du Centre de Gestion ;

✓ par mise à disposition auprès d'autres collectivités ;

✓ par mutation dans une collectivité territoriale ;

la procédure de suppression d'emploi prévue par l'article 97 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 sera mise en œuvre.

Le coût du maintien en surnombre durant une année et de la contribution financière prévue par l'article 97 bis de la même loi sera à la charge de la collectivité ayant mis fin à la mise à disposition.

Article 15 : JURIDICTION COMPETENTE EN CAS DE LITIGE

Tous les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention peuvent faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille (par voie postale au 31 rue Jean-François Leca 13235 Marseille cedex 2 ou par voie dématérialisée via l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr) dans un délai de 2 mois.

A Volx, le __/__/

A Sisteron, le __/__/

Jacques DEPIEDS,
Président du Centre de Gestion
des Alpes-de-Haute-Provence,

Daniel SPAGNOU,
Maire de la commune de
Sisteron